



Décision n° 2018-366

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

Vu le décret n° 2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018, approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour et la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2013-09 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, notamment ses articles 4, 6 et 7,

VU la décision n°2018-362 du 10 septembre 2018 autorisant des zones de survol à basse altitude au-dessus du cœur du parc national du Mercantour, dans le cadre de la visite du bien transfrontalier « Les Alpes de la Méditerranée » organisée à l'attention des membres de l'UICN,

VU la demande présentée le 10 septembre 2018,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° *réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques* » liés au territoire du Mercantour et « 2° *participation aux missions de l'établissement public du parc* »,

Décide :

Article 1 :

Monsieur VILLANI Nanni, chef du service « valorisation du territoire et communication » au sein du Parc national Alpi Marittime ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des prises de vues dans un cadre professionnel, dans le cœur du Parc national du Mercantour

Ces prises de vues sont destinées à couvrir la visite des membres de l'UICN chargés de vérifier la pertinence du dossier de candidature du territoire transfrontalier « Les Alpes de la Méditerranée ».

Article 2 :

Cette autorisation est accordée du 13 au 30 septembre 2018 sur l'ensemble du cœur du Parc national du Mercantour.

Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

3.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

3.3. Dans la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, le bénéficiaire est tenu de ne pas utiliser de support (type trépied) équipé d'embouts ferrés, sauf à ce que ces derniers soient neutralisés par des protections adaptées.

3.4. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

A l'exclusion de tout autre situation, le bénéficiaire est autorisé à réaliser des prises de vues aériennes au cours des survols en hélicoptère autorisés par la décision n°2018-362 sus-visée.

Les prises de vues par drone restent interdites.

Article 5 :

5.1. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer sur ces photographies, la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur ».

5.2. Dans un délai d'un mois à échéance de la présente, le bénéficiaire transmettra au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :

- une copie haute définition des clichés réalisés au cours de la visite des membres de l'UICN

5.3. Les copies de ces documents seront libres de droit d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du Parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), sous réserve de la mention obligatoire « © VILLANI Nanni – Parc naturel Alpi Marittime ».

5.4. En cas de cession des images réalisées dans le cadre de la présente, leur utilisation à des fins publicitaires est interdite sauf autorisation dérogatoire préalable délivrée par le directeur de l'Établissement public du Parc national, au profit de la personne bénéficiaire de cette cession.

Article 6 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises au titre de la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national ou auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du Parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 7 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 8 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 9 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 11 septembre 2018



Le Directeur du
Parc national du Mercantour

CHRISTOPHE VIRET